

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/COM.2/L.8
18 mai 1953
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. E. FIAH
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

EXPLOITATION AGRICOLE DE UKONGA,

Fondée en 1943

Située à 7 1/2 milles de la gare de Dar es-Salaam

A Monsieur le Secrétaire d'Etat
du Ministère des colonies, Londres

Le 2 mars 1953

Monsieur le Ministre,

Je me permets très respectueusement d'attirer votre attention sur les
faits suivants.

J'étais propriétaire, ici, d'une ferme qui comprenait notamment :

- 1.009 anacardiars
- 1.049 cocotiers
- 5.500 plants de bananes
- 10.000 pieds d'ananas
- 148 papayers
- 15 orangers, etc., etc.

ainsi qu'une grande habitation du type africain, et une plus petite.

Cette exploitation avait une production d'une valeur de 12.000 shillings
(mille et deux mille).

Le Gouvernement a eu besoin de cette shamba pour des travaux d'intérêt public.

L'indemnité payable dans la région est la suivante:

20 sh. par cocotier
20 sh. par anacardier
20 sh. par manguier
12 sh. par limettier et par citronnier.

Ce shamba ne comportait que 15 orangers; deux limettiers et deux citronniers, les orangers ont été déjà indiqués.

Le représentant du Gouvernement, envoyé pour évaluer les plantations, a indiqué les chiffres suivants : 600 cocotiers, 600 anacardiers, 1.500 plants de bananes, 1.000 pieds d'ananas, 50 papayers, 15 orangers, 2 limettiers, 5 citronniers. Le paiement a été effectué aux taux ci-après: -

Groupe 1, 5 sh. chacun; groupe 2, 4 sh. chacun; groupe 3, 1 sh. chacun; groupe 4, 0,50 sh. par ananas; 1 sh. par papayer, 5 sh. pour chaque limettier ou citronnier. Quelques autres légumes : 410 sh.

La maison a été évaluée à 200 sh. et la petite à 30 sh, alors que les prix des maisons, après la dernière grande guerre et jusqu'à présent, s'élèvent à 10.000 sh. au moins; l'indemnité payée pour la maison, à ce qu'on m'a dit, représentait uniquement les frais d'enlèvement des matériaux, que le Gouvernement a enlevés pour son usage, sans me consulter.

La somme totale qui m'a été payée a été de 11.200 sh., alors que pour créer cette ferme il m'en a coûté 120.000 sh. - ce que l'on a pris en considération.

Quoique dans d'autres régions du monde on évalue à 120 sh. le cocotier et l'anacardier, qui au Tanganyika ne valent déjà plus que 20 sh., pour les miens on ne m'a remboursé que les montants déjà mentionnés ci-dessus, à savoir 5 sh. et 4 sh.

Le représentant du Gouvernement qui m'a indemnisé m'a dit qu'étant un immigrant africain, je ne pouvais recevoir la même indemnité que celle que l'on donne aux Africains ressortissants du Tanganyika.

Comme le devoir des Africains est avant tout d'obéir à ce que leur dit l'officier du Gouvernement, en acceptant ce qui est donné dans n'importe quel cas de n'importe quelle propriété, j'ai dû obéir à cet ordre et faire ensuite appel au Gouverneur. Ayant déjà présenté un appel au Gouverneur qui a donné à ses fonctionnaires des instructions sur ce qu'ils devaient me dire, il ne peut modifier ce qui a été fait par ses fonctionnaires. C'est pourquoi, je me trouve obligé de faire appel auprès du Gouvernement central, de l'injustice qui m'a été causée, du fait que je n'ai pas reçu la même indemnité que les autres; si je ne me trompe, chaque personne, quelle que soit sa race, etc., possède les mêmes droits sur la propriété qui est la sienne.

Les fonctionnaires qui sont autorisés à accorder des indemnités n'ont pas tous les mêmes idées; certains autorisent les fermiers dont l'exploitation est réquisitionnée par le Gouvernement à utiliser leurs récoltes, jusqu'au moment où elles sont détruites du fait de l'exécution des travaux nécessaires; mais moi, ça n'a pas été le cas: toutes mes récoltes ont été abandonnées aux voleurs et, cependant, mon revenu annuel s'élevait à 3.000 sh. Depuis que j'ai été l'objet de cette injustice en perdant mon shamba, j'ai été désespéré et je suis tombé malade. Je viens seulement de me rétablir et j'ai décidé de vous adresser cet appel.

Ma santé s'est trouvée affectée à la pensée que ce que j'ai gagné en ce monde est perdu: j'ai mis sur pied cette ferme pour améliorer ma vie et celle de mes proches et cela m'a coûté 12.000 sh. , mais je n'ai reçu que 11.000 sh. au lieu d'une juste indemnité qui me permettrait d'aller de l'avant puisque la prospérité d'un pays et d'un peuple doit d'abord être produite par chaque individu avant de profiter à la communauté.

Je vous adresse cet appel afin que l'on rectifie l'indemnité: j'avais aussi demandé au Gouvernement l'autorisation de porter l'affaire devant la Tanganyika High Court, afin d'obtenir une juste indemnité, comme font certains Européens qui, s'ils s'estiment indemnisés de manière injuste, font appel devant le Tribunal supérieur, et le Président rectifie alors le montant de l'indemnité; mais, dans mon cas, on a rejeté ma demande, parce que je suis un immigrant (africain) dans cette région; et pourtant, chacun, dans n'importe quelle région d'Afrique, a les mêmes droits, sans distinction de race, de religion, etc.

J'espère que ma requête sera examinée selon la justice que les Britanniques doivent à tous.

Respectueusement,

E. Fiah,

Fermier

Copie envoyée pour information à l'ONU,
New-York, Amérique.

P.S

La mise sur pied complète de cette ferme a coûté 1.800 shillings (mille huit cents) par an, soit au total 12.000 shillings (dix mille et deux mille) qui représentent le travail fourni pendant 7 ans (sept).

Depuis 1951 et jusqu'à ce jour, 1/32 seulement de l'exploitation a été touchée par les travaux d'intérêt public précités, la récolte de cette partie de la ferme profite aux habitants des maisons qui ont été bâties et sont leur propriété, le reste de l'exploitation est livré aux voleurs, ce qui encourage certains membres de notre communauté à considérer que le pillage des propriétés non gardées comme celle-là, constitue l'un des moyens d'assurer leur subsistance gratuitement -car ces biens ne sont pas gardés par suite de divergences d'opinions entre les fonctionnaires intéressés. Certains permettent aux propriétaires touchés par les mesures de réquisition de profiter de leur récolte avant que les travaux soient effectués, d'autres ordonnent d'évacuer la ferme sans s'occuper de ce que deviendra la récolte et ils n'indemnisent pas en proportion de la valeur de la propriété.

Un cocotier peut durer plus de cinq cents ans et il en est de même pour un anacardier.

Dans certaines fermes, les arbres sont plus âgés, mais il y a des fonctionnaires qui indemnisent au tarif élevé et d'autres qui ne le font pas, mais fixent une indemnité au tarif le plus bas. Dans mon cas, vous remarquerez

que l'indemnité ne tient pas compte des différences d'âge des arbres, mais le fonctionnaire n'a pas essayé de dénombrer les arbres parce qu'il y en avait tellement, et il s'est contenté de fixer les chiffres à sa fantaisie, sans tenir aucun compte de ma peine et de mon labeur; alors que l'on s'efforce d'améliorer le niveau de vie de chacun, sans distinction de race, de religion, etc...

Le présent appel se rapporte à ma lettre recommandée, envoyée au Gouvernement du Tanganyika, le 15 mai 1951, -dont j'ai adressé une copie à M. James Griffiths, Secrétaire d'Etat aux colonies, qui effectuait alors une visite d'inspection à Karpala et une autre copie au Ministère des colonies à Londres (Angleterre). Cette lettre donnait toutes les indications relatives à ma ferme, mais je n'ai eu aucune réponse, si ce n'est que j'ai dû accepter le paiement de l'indemnité mentionnée précédemment.
